

DÉCLARATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE PROCESSUS GSF/CSM

Les organisations de la Société civile et les Mouvements sociaux insistent sur le fait que le Cadre stratégique mondial se trouve au cœur du CSA réformé.

Le développement de ce Cadre (GSF) constitue une étape décisive menant à la réalisation d'un nouveau paradigme de la gouvernance de l'alimentation, de l'agriculture et de la nutrition mondiale renvoyant aux décisions du CSA 35. Ces décisions devraient être consacrées par des politiques plus démocratiques et cohérentes avec des réponses coordonnées basées sur les droits humains, la dignité et le respect pour la souveraineté et la participation des peuples .

Sur ce sujet, des débats cruciaux ont eu lieu et des décisions vont être adoptées cette semaine sur les points clé. Le GSF offre l'opportunité de servir de tremplin à ce consensus et de coordonner les réponses appropriées. Un tel cadre devrait permettre aux gouvernements de respecter leurs obligations concernant les Droits humains à l'Alimentation.

La Société civile loue les efforts du Bureau CSA ainsi que de l'AG (groupe consultatif), aidés par le Secrétariat du CSA en vue d'élaborer le Cadre stratégique mondial conformément à la décision de la 36^{ème} session du CSA.

Nous réaffirmons par la présente l'engagement des OSC à participer au travail de l'équipe spéciale (Task Team) du CSA – Elaboration des Avant-projets GSF 1 et 2– sur la base du large processus de consultation proposé, en particulier les consultations face-à-face projetées lors des conférences régionales FAO début 2012.

Afin de s'assurer que le CSA atteint son potentiel en tant que forum de premier plan pour les débats et les décisions concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, le GSF doit être considéré comme un document flexible appelé à évoluer et qui tient compte non seulement du consensus sur la politique actuelle mais qui identifie également les domaines clé émergeant de la politique sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les organisations de la société civile ont participé à la consultation en ligne du CSA mais ont considéré cette méthodologie comme insuffisante dans la mesure où elle ne reconnaît pas le rôle important du CSM/MSM facilitant la participation autonome des OSC/ONG à ce processus si important, tout en ne tenant pas compte de la nécessité de garantir une participation équitable de ceux qui sont le plus affectés par l'insécurité alimentaire – à savoir ceux qui ont le moins accès à internet.

En conséquence, Le Groupe de travail de la Société civile sur le GSF appuyé par le CSM/MSM a mené une consultation autonome débouchant sur un document de travail qui souligne l'importance du GSF permettant d'articuler les diverses positions de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Nous encourageons les gouvernements à intensifier leurs efforts dans le but de promouvoir un processus participatif, transparent et inclusif afin de construire un GSF capable de mettre un terme à la faim dans le monde et à la malnutrition

Dans ce contexte et avant les conférences régionales mentionnées ci-avant, nous exhortons tous les gouvernements à s'engager activement au niveau national vis-à-vis des OSC et des mouvements sociaux, en prêtant une attention particulière aux populations les plus affectées par la faim et l'insécurité alimentaire. Nous invitons également les gouvernements à mobiliser les ressources nécessaires afin de garantir la participation de la Société civile à ces consultations régionales, en particulier celle des producteurs de produits alimentaires et autres groupes souffrant de l'insécurité alimentaire.